

Editorial

La 11e Conférence générale approche à grand pas, et nous sommes heureux que l'Appel à communications ait incité plus de 200 chercheurs à soumettre une contribution pour une des diverses sessions de travail. De plus, quelques 25 instituts membres et réseaux partenaires vont y organiser des sessions parallèles. Le thème général de la conférence 'Insécurité et Développement' semble bien choisi et opportun pour témoigner de l'interrelation qui existe entre la sécurité et le développement ou entre le sous-développement et l'insécurité : ni la sécurité ni le développement ne sont durables sans l'autre. "Dans un monde interdépendant, nous ne sommes en sécurité que comme l'Etat le plus faible ou comme le groupe de citoyens le plus vulnérable. Ainsi, nous ne pouvons atteindre notre sécurité collective que si nous nous occupons de la plus large gamme de dangers, y-compris la pauvreté, la maladie et la dégradation de l'environnement" : voilà ce qu'affirmait avec insistance Hilary Benn, Secrétaire d'Etat britannique pour le Développement international dans le dernier numéro de la revue 'Global Future'. La Conférence générale de l'EADI va fournir un forum pour débattre à fond de ces thèmes et pour essayer de suggérer des stratégies allant dans le sens de politiques nouvelles pour résoudre les problèmes auxquels le monde doit faire face. Hilary Benn, Louka Katseli du Centre du Développement de l'OCDE, Heidemarie Wieczorek-Zeul, la Ministre allemande de la Coopération au développement et Louis Michel, Commissaire de l'UE pour le Développement et l'Aide humanitaire vont être parmi les intervenants principaux. On peut trouver les détails du programme sur le site web de la conférence sur www.eadi.org/gc2005.

Cette Conférence générale de l'EADI ne va pas seulement être un événement unique par sa taille, mais aussi par sa référence à l'histoire de l'EADI qui célèbre son 30e anniversaire. Nous espérons y accueillir autant de membres fondateurs, d'anciens membres du Comité exécutif et d'anciens responsables de Groupes

de travail que possible, et y faire un petit peu revivre l'esprit du début de l'EADI. L'EADI a été officiellement fondée en 1975 à Linz en Autriche, après une conférence préparatoire qui s'était tenue à Gand en Belgique en 1974. Dudley Seers, le premier Président de l'EADI, décédé depuis, disait alors "Nous devons repenser nos idées de transfert de modèles dans les sciences sociales". En récapitulant le passé de l'EADI, on se rend compte que l'association a toujours été en première ligne en ce qui concerne les nouvelles évolutions dans la recherche en développement. L'intégration des instituts de l'Europe de l'Est et du Sud-est à l'époque du Rideau de fer est un des exemples les mieux réussis dans l'histoire du réseau. Des représentants de nos associations 'sœurs' situées au Sud (ADIPA, CODESRIA et CLACSO) étaient présents lors de la fondation de l'EADI et ont parlé à la conférence de Gand. Les participants de la conférence de Gand ont conclu en affirmant que 'toute association européenne devrait tenir à cœur l'expérience des associations africaines, latino-américaines et asiatiques, concernant les méthodes décentralisées'; ceci est en quelque sorte devenu le fil conducteur de la première constitution de l'EADI : non seulement la collaboration entre les instituts européens eux-mêmes, mais encore plus celle avec les associations régionales en Afrique, en Asie et en Amérique latine, et l'apprentissage mutuel. Dans cette tradition, des représentants d'associations régionales et d'autres réseaux se rencontreront à l'occasion de la 11e Conférence générale, afin de pouvoir identifier les nouvelles voies de collaboration, à la lumière des changements qui se font jour dans les paysages intellectuels et institutionnels.

Le thème principal de ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI est les études du développement. Celles-ci forment une discipline qui doit se battre, vu qu'on la perçoit comme étant liée à un manque de clarté de thème et de standard intellectuel. On assiste à une tendance de fusionner les centres d'études du développement, et tout



spécialement des centres d'études régionales ont été fermés. Andrew Sumner et Michael Tribe décrivent la nature des études du développement depuis la perspective britannique. Dans son article, le Finlandais Juhani Koponen nous invite à repenser nos notions des études du développement et nos théories sur les voies selon lesquelles la recherche peut influencer les politiques et les pratiques de développement. Mieczyslaw Szostak nous donne un aperçu sur l'état actuel des études du développement en Pologne et il décrit l'impact que la transition vers une économie de marché a sur les études du développement. Tereza Nemeckova décrit les obstacles aux études du développement en République tchèque, mais elle dépeint un scénario encourageant.

Le processus de Bologne affecte énormément les instituts membres de l'EADI, et les cours de master sont actuellement certifiés par des agences d'accréditation qui leur attribuent un label. Lors de la dernière Réunion des Directeurs d'instituts membres de l'EADI, les participants ont affirmé leur volonté de soutenir une initiative qui vise à développer des recommandations. Il s'agit ici de savoir comment tenir compte au mieux de la tendance actuelle qui existe en Europe d'accréditation et de gestion de qualité, particulièrement en ayant en vue la nécessité d'avoir des critères pour évaluer les programmes transdisciplinaires dans les études du développement. Une seconde initiative est la création d'un classement de revues, en tenant compte des revues pluridisciplinaires qui n'ont pas été reconnues par le Social Science Citation Index. Les résultats de ces deux initiatives vont faire l'objet d'une présentation lors de notre Conférence générale.

Il existe une large gamme de cours liés au développement, et ils sont suivis par un nombre impressionnant d'étudiants. Afin de pouvoir fournir aux étudiants intéressés un guide pour savoir où on peut étudier quoi, l'EADI a lancé le projet *devtrain online*, qui est une base de données reprenant toutes les possibilités de formation et d'études offertes par les organisations membres de l'EADI. Nous invitons cordialement nos membres institutionnels à employer la base de données pour faire la promotion de leurs cours et de leurs programmes d'étude, et nous invitons aussi les étudiants et les membres individuels à en faire usage pour planifier leur carrière.

Nous espérons, qu'avec votre aide, nous pourrions développer ce site web de formation pour en faire LE site de référence concernant les études du développement en Europe.

Nous sommes heureux de pouvoir accueillir deux nouveaux membres institutionnels dans notre réseau : le Centre for Development Studies à l'Université de Bath au RU, et le Centre for Sustainable Livelihoods à l'University College de Cork en Irlande.

Nous espérons pouvoir vous souhaiter la bienvenue sur place à notre Assemblée générale, qui va se tenir le 23 septembre 2005

à Bonn. Le Comité exécutif a fait du bon travail pour développer des structures efficaces pour la décennie à venir ; les résultats seront présentés à Bonn, et nous espérons qu'ils obtiendront le soutien des membres. Venez donc vous joindre à nous à Bonn !

Susanne von Ltter

Susanne von Ltter
itter@eadi.org

Genève, 11 février 2005

EADI Réunion des directeurs

Louk de la Rive Box, Président de l'EADI

La réunion des Directeurs des institutions membres de l'EADI qui vient de se tenir à Genève a été un succès ; quelques 40 collègues venant de l'Europe entière y ont participé. Ils ont pris le temps de se joindre à la réflexion sur la question cruciale suivante : où sommes-nous, et de quoi avons-nous besoin pour renforcer notre 'industrie' comme Simon Maxwell (ODI) nous l'a affirmé avec tant de taquinerie. Je souhaite déjà la bienvenue à ceux qui n'ont pas pu être des nôtres, mais qui veulent avoir des informations avant notre prochaine

rencontre de septembre à Bonn. Dans cet article, je voudrais vous présenter les réflexions que j'ai faites sur certains points qui ont été soulevés à la rencontre de Genève. Laissez-moi d'abord mentionner certaines conclusions, et ensuite je passerai aux conclusions.

1. 'Quality assessment and accreditation' (Evaluation de la qualité et accréditation) : on a besoin d'un document visionnaire pour l'Assemblée générale de l'EADI en septembre.

En accord avec les décisions prises par les Directeurs à leur dernière réunion à Pavie, et avec le Comité ad-hoc qui avait été mis en place pour formuler une vision sur la direction dans laquelle où nous voulons aller en terme de gestion de qualité et de lignes de conduite d'accréditation. En 2004, le Comité exécutif a approuvé les termes de référence de ce projet ; ceux-ci ont été distribués ; une proposition de composition du Comité a été faite, et on a sondé

les possibilités de financement. Ce dernier point s'avère être difficile, vu qu'il n'y a pas de budget alloué à ce projet à l'EADI, et qu'un soutien d'un bailleur de fonds n'est pas arrivé jusqu'ici. L'IUED et l'ISS sont d'accord de mettre la charrue devant les bœufs, et de contribuer ainsi chacun avec un don de 10.000 Euros à un projet spécifique de l'EADI ; ceci devrait suffire pour faire fonctionner un comité de 3 personnes, avec un secrétariat très simple, d'avoir au moins 3 réunions et de préparer un rapport. Bien qu'il soit préférable d'avoir un comité plus grand, ceci ne sera possible que s'il y a d'autres contributions. Je suis très heureux d'annoncer que trois éminents spécialistes des études du développement ont accepté l'invitation de se joindre au Comité: le Prof. Jacques Forster, Sir Richard Jolly, et le Prof. Hans Opschoor. Forster est l'ancien directeur de l'Institut universitaire des études du développement (IUED) à Genève. Il y travaille actuellement encore à temps partiel en tant que professeur. Il est aussi Vice-président du Comité international de la Croix-rouge (CICR). R. Jolly est professeur à l'Institute of Development Studies à l'Université du Sussex, et il a fait une carrière distinguée dans la coopération internationale. H.Opschoor est un ancien recteur de l'ISS à La



Jacques Forster

Haye (Pays-Bas), et professeur pour les études du développement à cet institut. Aucun d'eux n'occupe des fonctions de responsabilité de gestion dans les institutions mentionnées; ils ont tous accepté de rejoindre le Comité à titre personnel. On leur a demandé de fournir à l'EADI des recommandations sur la meilleure manière de faire face aux tendances actuelles en Europe concernant l'accréditation et la gestion de la qualité, et de se pencher tout spécialement sur la nécessité de développer des critères pour évaluer les programmes transdisciplinaires dans les études du développement.

La Rencontre des Directeurs des instituts membres de l'EADI s'est accordée sur la nécessité d'avoir de tels critères, mais elle a ajouté les points suivants :

- * Vu les efforts faits actuellement au niveau national, et la tendance d'avoir des critères de type mono-discipline, la nécessité urgente d'avoir une démarche transdisciplinaire et transnationale est évidente. L'EADI a un rôle à jouer en tant qu'association professionnelle majeure dans les études du développement en Europe.
- * De récents débats qui ont eu lieu au Royaume-Uni à la Development Studies Association nous indiquent qu'il n'existe pas de consensus concernant la nature du domaine des études du développement : donc différentes méthodes vont certainement exister en Europe, et une vision claire de la démarcation entre les domaines de recherche serait bienvenue.
- * On demande au Comité de se centrer sur l'accréditation de programmes de niveau master ; bien que les programmes de

recherche soient eux aussi importants (pour les niveaux M.Phil., M.Res. et les programmes de doctorat), il y a un besoin urgent d'une vision sur les critères d'accréditation pour les programmes généraux de master.

- * Avant l'Assemblée générale de l'EADI en septembre 2005, on ne peut pas attendre plus qu'une première vision du Comité des Trois : celle-ci peut alors être discutée à la Réunion des Directeurs le vendredi 23 septembre 2005, pendant notre Conférence générale

Veillez SVP adresser toute question ou suggestion directement à Michel Carton (michel.carton@iued.unige.ch) ou à Louk Box (president@eadi.org)

2. Classement de publications : une version préliminaire de liste avec des critères et classifications de publications sera examinée à l'Assemblée générale de l'EADI.

Avec Ton Dietz (CERES, Pays-Bas) et d'autres, Filip Reyntjens (IDPM, Belgique) a poursuivi les recommandations de Pavie en convertissant la liste Ceres établie par la Dutch Research School for Development Studies en une nouvelle liste européenne. Des progrès sont faits, et les mêmes problèmes apparaissent qu'avec l'accréditation : les publications pluridisciplinaires, tout spécialement les revues spécialisées, ne



Jean Ziegler

sont pas reconnues par les instruments dominants tels que l'Index de citation des sciences sociales (SSCI).

C'est pourquoi il y a un urgent besoin d'une alternative crédible ; ceci pourrait prendre de court les besoins de décideurs nationaux de suivre la voie facile et simplement dépendre alors de critères d'évaluation mono-disciplinaires. L'alternative doit être plus qu'un simple instrument mathématique, qui pourrait être détourné par des managers pour évaluer les contributions individuelles sur le terrain. C'est pourquoi, l'instrument qu'on recherche devra plutôt permettre des comparaisons entre les institutions plutôt que parmi les chercheurs individuels. L'alternative doit se baser sur un large consensus parmi les professionnels, c'est pourquoi Reyntjens suit une méthode de processus qui permette sa continuelle adaptation et amélioration. Une première ébauche sera présentée sur le site web de l'EADI avant l'Assemblée générale et une discussion pour les Directeurs devra avoir lieu le samedi. Une réunion spéciale du Comité devrait se tenir un autre jour pendant l'Assemblée générale ; elle devrait avoir des participants venant de pays qui ne sont pas représentés jusqu'ici, ainsi que des collègues de l'ICCDA, celle-ci représentant nos associations sœurs de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine.

Le Comité attend avec insistance des participants venant de pays de l'Europe méridionale, centrale et orientale.

Veillez contacter Filip Reyntjens



(Filip.Reyntjens@ua.ac.be) ou Ton Dietz (A.J.Dietz@fss.uu.nl)

3. EDC 2010 : Le débat public a été un succès - maintenant il faut plus de réseautique en recherche

Simon Maxwell (ODI, RU) a porté notre attention sur la situation concernant la EDC 2010, c a d le programme de l'EADI sur la coopération européenne au développement. Le débat public a été parrainé par plusieurs de nos membres et s'est avéré être un franc succès : de la Finlande à l'Italie et de l'Irlande à la Hongrie des débats ont eu lieu, ou ont lieu. Malheureusement la Commission européenne n'a pas pris part en tant que co-sponsor du programme, même si une telle proposition lui avait été présentée en trois formats différents. Ceci est regrettable, mais apparemment, nous devons compter sur les organisations nationales pour continuer cette formule pleine de succès.

Un premier tour de débat public a donc eu lieu - il est grand temps d'entamer le second tour, centré lui sur la recherche. La Commission serait même moins prête à financer ce deuxième tour, vu la faible priorité dont jouit la recherche à la Direction générale pour le Développement. Ainsi donc, nous allons devoir soumettre des propositions aux organisations nationales ou aux fondations.

Simon Maxwell nous a encouragés à créer des alliances pour aborder certains thèmes spécifiques. De telles alliances ou de tels réseaux pourraient être de petite taille (comme par exemple la coopération entre l'IUED et l'ISS au niveau des critères de qualité) ou alors plus larges (comme la coopération entre les cinq institutions qui préparent le Master européen en études du développement, ou même de grande taille (comme pour les débats publics EDC2010).

Nous sommes tombés d'accord qu'avant la réunion de septembre, les instituts intéressés devraient élaborer les thèmes de la Conférence générale. Un exemple est ici la suggestion faite par Gianni Vaggi (Italie) de se pencher de façon critique sur le phénomène des Objectifs de Développement du Millénaire en analysant leur histoire, leur méthodologie et leur impact.

Veuillez SVP informer Thomas Lawo

(lawo@eadi.org) de tout thème que vous aimeriez proposer et du type de collaboration que vous envisagez.

Et quoi d'autre ont raté ceux d'entre vous qui n'ont pas pu se joindre à nous à la réunion de Genève ?

Les leçons que Jacques Forster a apprises au cours de nombreuses années de travail dans les secteurs de l'aide humanitaire (CICR) et de la coopération au développement (IUED). La première leçon est (j'emploie ici mes propres mots) : oubliez la distinction du CAD de l'OCDE faite entre l'aide d'urgence, le soutien à la réhabilitation et la reconstruction et l'aide au développement - nous nous sommes avancés au-delà des simples classifications -, parce qu'elles ne fonctionnent pas.

Les conclusions de Jean Ziegler concernant le recours au droit humain à l'alimentation. Vous n'en n'avez jamais entendu parler ? Notez SVP qu'une cour de justice sud-africaine à récemment reconnu le bien-fondé de ce droit humain et a en conséquence forcé le gouvernement de le respecter. Un tribunal brésilien a agi de la même manière lorsqu'il a été saisi du soutien à l'exportation de matières premières dans un pays où il y a une malnutrition chronique. Ziegler est le Rapporteur spécial sur le Droit à l'alimentation auprès de la Commission des NU sur les Droits de l'homme.

Charles Kleiber, ministre suisse pour l'Education et la recherche, qui a expliqué que de nouvelles formes d'organisation universitaire sont nécessaires, et qu'elles devraient inclure de nouvelles formes de gestion de la qualité. La mise en garde faite aux chercheurs suisses présents était claire : les choses vont changer, si ceci ne tenait qu'à lui. La profession doit être préparée à la gestion de la qualité, ce qui déboucherait sur une accréditation et sur un financement centré sur le rendement. Des systèmes d'évaluation par des homologues sont nécessaires, si possible au niveau transnational. La sélection du personnel devient de plus en plus difficile, et un échange de bonnes règles à travers l'Europe s'avère important.

Merci à Michel Carton et ses collègues ainsi qu'au Secrétariat de l'EADI pour l'organisation de cette bonne rencontre.

J'espère vous voir en septembre à notre Conférence générale, spécialement le vendredi matin - veuillez déjà inscrire cette date dans votre calendrier.

Meilleures salutations,



Louk Box

Tous les rapports de cette réunion sont sur le site web de l'EADI : <http://www.eadi.org>
Programme Conférence générale : www.eadi.org/gc2005



Thème: Les études du développement

Repenser les études du développement

Juhani Koponen

Les études du développement ont à l'origine été conçues dans un monde bien différent du nôtre. C'était un monde moins compliqué. Nos idées concernant ce qu'est le développement et le rôle approprié de la recherche étaient différentes : elles étaient plus simples, ou plus confiantes, qu'elles ne le sont. Avec la fragmentation du monde du développement, nos idées concernant le développement se sont fragmentées elles aussi et les études du développement ont perdu leurs repères fixes. Non seulement le bilan de nos efforts de développement est-il bien plus mitigé que nous ne l'aurions souhaité, mais la pensée sur le développement est devenue, elle aussi, assez confuse. Le développement devient une notion de plus en plus contestée. Les modèles simples ont été récusés, aucun modèle plus adapté n'est en vue qui soit largement accepté et nous nous retrouvons dans une situation passablement schizophrène.

Cet état de choses se retrouve dans le profond changement de notre manière de considérer la recherche sociale et le savoir social ainsi que la relation entre savoir et réalité. En sciences sociales, le positivisme est dépassé, tandis que le constructivisme est à l'honneur. Actuellement, la nature construite du savoir social est de plus en plus soulignée, en ce sens que l'on maintient que le savoir social n'est pas donné immédiatement en tant que reflet du monde extérieur, mais activement construit dans notre pensée et notre discours par des processus tels que la conceptualisation et l'interprétation.

Malgré tous ces changements, le 'développementalisme' - le discours de principe qui sous-tend nos efforts de développement - se porte bien et les interventions dans un objectif de développement se poursuivent. Les institutions

internationales sont toujours aussi actives et les bailleurs de fonds bilatéraux augmentent lentement leur prise de contrôle sur l'aide publique au développement. Leurs objectifs ont peut-être été reformulés pour parler plutôt d'augmentation des capacités humaines ou de réduction de la pauvreté et non de modernisation, mais la foi en la justification de ces objectifs et le besoin d'intervention afin d'endecher le processus qui les réalisera reste la même, bien que cette intervention et ses mécanismes puissent actuellement être perçus différemment.

Dans ce contexte, il me semble qu'il nous faille repenser nos approches concernant les études du développement. Jusqu'ici, ces études s'engageaient idéologiquement en faveur de ce que j'appellerai le complexe développementaliste : le rhizome d'idées, de discours, de moyens d'action, d'institutions et autres structures qui s'est développé autour de la notion de développement au cours de ces 50 dernières années environ. Mais ces études n'ont pas remis en question le principe sous-jacent du développementalisme, cette idée de base selon laquelle une intervention bien intentionnée et rationnellement planifiée entraînera un processus qui créera un état de développement souhaitable dans les régions moins développées du monde.

Un tel engagement idéologique vague n'est clairement plus de mise. Si nous ne savons pas vraiment ce qu'est le problème, ou si nous ne sommes pas d'accord sur la signification du terme 'développement', notre mission ne peut pas être simplement de produire et de diffuser un savoir qui soit bon pour 'le développement'. Introduire la 'réduction de la pauvreté' en remplacement du développement économique et de la modernisation sans examiner sa vraie signification ne fait qu'aggraver les choses. Il vaudrait mieux se concentrer sur un examen méthodologique du véritable mode de fonctionnement du



Photo: F. Scheidbauer

complexe développementaliste et sur ce qu'il produit.

Les tâches pratiques qui nous attendent sont nombreuses. Pour commencer, si j'ai raison de penser que la définition du développement devient de plus en plus matière à débat et source de conflit, les études du développement ne peuvent et ne doivent pas s'en laver les mains. Afin de garder, voire de retrouver, une partie de leur importance, les études du développement doivent apporter une contribution bien plus puissante et plus nuancée au débat concernant les modèles de développement souhaitables. Or, les études du développement ne peuvent guère se permettre de partir dans d'infinis débats normatifs sur le 'bon' contenu du développement. Elles doivent plutôt établir quelles sont les significations réellement utilisées pour le terme de 'développement' et enregistrer et retracer les variations de son utilisation. C'est alors seulement qu'elles pourront avancer des questions pour déterminer si tel ou tel modèle de développement est souhaitable.

En d'autres termes : le développement ne peut plus être considéré comme un objectif sans complications et intrinsèquement positif, d'ailleurs on se demande s'il l'a jamais pu. Nous devons plutôt nous pencher sur les diverses notions de développement et leurs significations multiples, et le faire non seulement dans le cadre de nos discours explicitement théoriques, mais aussi dans notre travail de tous les jours, empirique et orienté

vers la pratique. Nous ne devrions pas craindre la conclusion selon laquelle le développement peut parfois faire partie du problème et non pas de la solution.

Cependant nous devons aller plus loin et examiner la façon dont le développement fonctionne en pratique. Nous devons accepter l'existence continue de l'intervention en faveur du développement, reconnaître que le développement consiste bien en des processus qui tendent vers des objectifs souhaités, et prendre en compte ce que j'appelle la double nature de ces interventions. Je veux dire par là que l'intervention en faveur du développement est de par sa nature aussi bien planifiée que non-planifiée, et comporte en général des effets souhaités et non-souhaités. Dans le cadre de nos recherches, nous devons prendre ces deux aspects au sérieux si nous voulons comprendre ce qui se passe sur le terrain. Si nous négligeons l'un ou l'autre, notre portrait sera inégal, et nous ne pourrions tenir ce qui doit rester l'ultime promesse des études du développement : produire un savoir qui contribue à comprendre, expliquer et d'une certaine façon, sinon directement du moins indirectement, à résoudre, les problèmes du développement.

Ce que j'appellerai un 'développementalisme méthodologique' souhaitera autant intervenir que son prédécesseur 'idéologique', mais il s'engagera en faveur d'une réflexion critique sur l'ensemble du complexe développementaliste.

Il gardera son ambition pluridisciplinaire, qui est en fait le meilleur argument en faveur de l'existence continue des études du développement en tant que masse de savoir indépendante. Il faut cependant repenser également très sérieusement la pluridisciplinarité et la transformer plutôt en ce que l'on pourrait appeler une pluriperspectivité. J'entends par là une approche qui se penche sur un groupe de problèmes largement reconnus selon diverses perspectives, qu'elles soient temporelles ou spatiales ou autres, afin de les rassembler, de les fusionner et de les transcender. Une telle approche intégrée est nécessaire pour une orientation sur les problèmes.

Il nous faut en outre repenser nos notions concernant la manière dont le savoir scientifique peut influencer les politiques et les pratiques de développement. Dans nos études, il nous faut également prendre en compte la valeur de certaines des principales découvertes concernant la nature construite de la réalité sociale et le rôle constitutif des discours et des interprétations ou autres objets culturels dans l'accomplissement de cette réalité. Nous ne devons pas cependant souscrire à l'idée selon laquelle il n'y a pas de réalité sociale au-delà des cercles sans fin de l'interprétation et des discours, ou bien qu'il est impossible de connaître une telle ultime réalité. Nous devons plutôt continuer à croire en la possibilité de savoir et continuer à développer nos multiples méthodes pour y parvenir.

De plus, il nous faut également admettre qu'il existe une relation étroite entre les déclarations factuelles et normatives et ne pas nous contenter de solutions qui posent comme principe une séparation sévère et insurmontable entre ces deux types de déclarations. Le savoir scientifique ne devrait pas influencer uniquement nos connaissances mais aussi nos valeurs. Car le développement est aussi une valeur.

Il s'agit ici d'une version abrégée d'un article plus long publié dans l'ouvrage édité par Tiina Kontinen, Development Intervention. Université d'Helsinki, 2004.



Photo: F. Scheidauer

Thème: Les études du développement

De la nature des études sur le développement - un point de vue britannique

Michael Tribe et Andrew Sumner

Cette brève contribution entend résumer certaines des questions soulevées dans les articles Tribe et Sumner (2004) ainsi que Tribe et Sumner (2005). Le premier avait été écrit pour la Conférence annuelle de la Development Studies Association (DSA) en 2004 et le second en est une version revue et raccourcie. Les études sur le développement (ED) connaissent actuellement une évolution positive au Royaume-Uni (RU). Un groupe autonome consacré aux ED a été établi pour l'exercice d'analyse de la recherche dans l'enseignement supérieur d'ici 2008 (UK Higher Education Research Assessment Exercise, RAE) (cf. DSA, 2004). L'espoir est de voir au cours de l'année prochaine la préparation du premier 'Benchmark Statement' (classement) pour les diplômés en ED par la DSA, en collaboration avec l'agence d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur britannique (UK higher education Quality Assurance Agency, QAA) (DSA, 2005).

Le principal objectif de l'article Tribe et Sumner (2004) était d'ouvrir le débat concernant la nature même des ED, en raison de ce qui nous semblait comme un manque de clarté dans le sujet étudié et le standard intellectuel. A la base, les ED sont l'étude du 'développement' - mais alors comment définir 'ce qu'est le développement'? Le développement se limite-t-il aux 'pays en développement', ou bien faut-il inclure les pays en transition et les économies de marché développées? Même la catégorie actuelle des 'pays en développement' est ambiguë, car trop large - elle inclut les pays les moins développés, les nouveaux pays industrialisés et les économies en transition à faibles revenus.

Plusieurs conceptualisations différentes du 'développement' existent, dont certaines incluent des jugements de valeur subjectifs. Le fait que le 'développement' concerne divers aspects de la société humaine est consensuel. Les dimensions du développement sont

multiformes, elles incluent les structures économiques, sociales, politiques et institutionnelles (y compris le droit), la technologie dans ses diverses formes (y compris les sciences exactes et le génie), l'environnement, la religion, les arts et la culture.

L'une des questions conceptuelles fondamentales concernant le 'développement' est de savoir s'il inclut 'le progrès' et 'l'amélioration', ou si des études plus 'détachées' comprennent la détérioration, les crises et le déclin. Il est clair que ces facteurs 'négatifs' sont tout aussi importants que les facteurs 'positifs' plus acceptables. Les catastrophes naturelles et les conflits (tant nationaux qu'internationaux) contribuent également à l'évolution de la condition humaine. Il est en outre significatif de noter que la plupart des scientifiques qui travaillent dans le domaine des ED s'engagent en faveur de la 'justice sociale'.

Les ED incluent diverses écoles de pensée, parfois contradictoires. Le 'développement' est-il unidirectionnel et linéaire? Reconnaît-on des étapes discrètes par lesquelles les sociétés progressent dans le contexte de la théorie de la 'modernisation'? Ces étapes sont-elles réversibles? La théorie de la 'modernisation' est-elle une approche ethnocentrique et idéologiquement influencée de l'évolution des sociétés? Le 'développement' est-il quelque chose qui advient par suite d'interventions précises et ciblées, ou 'arrive-t-il' par des interrelations et des interactions complexes? Existe-t-il réellement une 'théorie du développement'?

Le 'développement' est-il de la responsabilité du gouvernement, ou bien ce dernier joue-t-il un rôle parmi d'autres institutions au sein d'une société pluraliste? Qu'est-ce que l'Etat, et quel est son rôle dans le 'développement'? Quel est le rôle des

approches de 'post-développement', et de 'fin du développement'? Un 'échec du développement' est-il possible? Certaines de ces écoles de pensée défendent des opinions au sujet du 'développement' qui sont liées à une époque, institutionnelles, et diffèrent d'autres plus détachées, plus analytiques. Il est certain qu'il est conceptuellement impossible d'avoir une situation de 'post-développement', ou bien une fin du 'développement', si l'on considère le 'développement' comme étant un processus continu qui se produit par interactions entre différents facteurs techniques, sociaux et économiques? Il est tout aussi impossible d'avoir un 'échec du développement' à moins que le 'développement' n'ait une liste définie d'objectifs - si par contre le 'développement' n'est pas défini par des jugements subjectifs, mais soumis à une étude désintéressée, alors 'l'échec du développement' devient impossible.

Puisque l'école de pensée du 'post-développement' a clairement une conception très formaliste et institutionnalisée du développement, contrairement aux autres écoles, cela signifie qu'il doit y avoir des paradigmes diamétralement opposés qui sont à l'œuvre au sein des ED et notre conceptualisation des ED doit permettre une telle diversité.

Les ED comprennent des activités d'enseignement et de recherche. Bien que l'on s'accorde pour considérer les ED comme une 'matière', il est bien moins sûr qu'elles soient une 'discipline'. L'économie et la sociologie, au sein des sciences sociales, sont clairement des disciplines en ce qu'elles comportent une base théorique et se concentrent sur l'étude de phénomènes spécifiques. Les mathématiques, la chimie ou la physique se concentrent également sur des sujets spécifiques et comportent des bases théoriques

et des 'lois' identifiables. En comparaison à cela, le génie prend la théorie, les lois et les méthodes développés au sein des sciences 'pures' et les applique à des questions empiriques. Si les ED sont l'étude du 'développement', et si le 'développement' comprend une palette de dimensions, alors les ED doivent refléter ces diverses dimensions.

Les ED sont considérées par beaucoup comme ayant une 'base théorique'. Des livres qui se réclament spécifiquement des ED évoquent des questions théoriques, mais au sein de quelle discipline? Plusieurs disciplines sont largement représentées dans la communauté des ED avec des sous-domaines liés au 'développement'. On en trouve un bon exemple dans l'économie du développement, et les sciences politiques et la sociologie ont également des approches spécifiquement liées au 'développement'. L'absence de théorie, souvent associée à de longues descriptions, est l'un des éléments caractéristiques des ED qui est souvent très critiqué. Il est possible de distinguer entre "interdisciplinarité", 'multidisciplinarité', et 'transdisciplinarité' (Tribe et Sumner, 2004: schéma 2). La transdisciplinarité "signifie l'intégration" (Bergstrøm et Molteberg, 2000a: 12) de disciplines au sein des ED, de sorte que la totalité de l'étude transdisciplinaire est alors plus grande que la somme de ses parties.

Deux catégories en particulier émergent au sein de la littérature sur les ED : l'une est 'liée au discours', et l'autre 'orientée sur l'empirie ou la pratique'. Des contributions majeures proviennent de préoccupations intellectuelles venant de ceux 'orientés sur l'empirie ou la pratique'. Les approches de l'analyse politique liées aux 'parties prenantes' ou 'participatives' répondent à ce qui est perçu comme l'ordonnance d'une politique, abstraction faite des groupes d'intérêt les plus directement concernés. Le cadre intellectuel des 'modes de vie durables' se concentre sur des situations de développement complexes plutôt que sur des approches étroites et compartimentées, liées à des disciplines précises. Auparavant déjà, l'approche des 'besoins fondamentaux' cherchait à casser le moule des préoccupations internationales contrairement aux préoccupations locales, et l'évolution de l'analyse des 'niveaux de vie' vers l'indice de développement humain et l'indice de pauvreté humaine est une bonne chose. Il est possible

d'identifier des domaines spécifiques dans lesquels les ED ont apporté une contribution intellectuelle à l'analyse du 'développement' à l'échelle mondiale.

Les ED concernent un processus d'évolution. Cependant, les connaissances provenant de l'étude des 'pays en développement' peuvent enrichir l'analyse du développement des pays industriels avancés et des 'économies de transition'. L'impact socio-économique d'une évolution technologique, les processus de changements sociaux, l'analyse de la modification des structures d'emploi, l'évolution des structures de gouvernance 'démocratique', le développement de systèmes fiscaux, le processus de changement économique et l'impact de la mondialisation sont autant de domaines dans lesquels les ED peuvent 'contribuer' à l'analyse des économies et sociétés 'avancées'.

Notre débat prend en compte la relation entre ED, études régionales et études internationales qui concerne le large éventail de structures et de titres que l'on retrouve dans les cours d'ED dans les universités et les collèges. On en trouve un exemple dans l'annexe de la proposition de la DSA à l'agence QAA pour le classement des ED, et dans le guide des cours en ligne de la DSA (DSA, 2005; DSA, Course Guide).

Bien qu'au niveau de la recherche la DSA ait réussi à assurer l'ajout des ED en tant que sous-groupe au sein des exercices 'RAE' pour 2008 (DSA, 2004), les préoccupations de l'exercice RAE ne concernent pas directement les chercheurs en ED dans le domaine des ONGs, dans le DFID (Department for International Development - le service gouvernemental concerné) et d'autres institutions publiques, dans les institutions de recherche indépendantes et autres organes.

Il existe également un travail 'pratique' et des activités de conseil concernant le développement international, reliant le conseil et la recherche universitaire ou de commande. La préparation de dossiers de formation peut également être un moyen utile de faire interagir 'les praticiens' et les 'universitaires', ce qui permet d'obtenir de nouvelles connaissances à propos de situations complexes.

Pendant un peu plus d'un quart de siècle, la DSA a servi de forum pour la communauté des ED. Les résultats de recherches et les sujets

sont débattus lors de la conférence annuelle et au sein de réunions de groupes d'études. Des organisations parentes - telles que BOND (British Overseas NGOs for Development), la DEA (Development Education Association), le DFID et le British Council, ont participé de façon régulière aux activités de la DSA. Il existe également des organisations militantes telles que War on Want et le World Development Movement, qui contrastent avec les préoccupations de 'recherche et d'analyse' de la DSA. Plusieurs ONGs actives dans le 'développement' remplissent des fonctions de récolte de fonds caritatifs importantes et procèdent à leurs propres recherches et campagnes. Les groupes religieux sont très importants dans le domaine des ONGs.

Les deux contributions que nous avons écrites ont inévitablement omis des domaines importants, ou bien se sont penchées très brièvement sur des questions essentielles, et elles ont été produites dans l'espoir de stimuler le débat.

Michael Tribe, E-mail: m.a.tribe@bradford.ac.uk
Andrew Sumner, E-mail: sumnerap@lsbu.ac.uk

Références

DSA; Course Guide; lu sur le site internet du DSA www.devstud.org.uk/courseguide/index.htm - 2 avril 2005.

DSA (2004); Unit of Assessment in the Research Assessment Exercise 2008 for Development Studies. Cf. www.devstud.org.uk/consultation.htm et www.rae.ac.uk/pubs/2004/03/

DSA (2005); Submission to the Quality Assurance Agency (QAA) relating to the Benchmarking of DS for Undergraduate provision in British Universities. Cf. www.devstud.org.uk/consultation/dsa_benchmarking.doc

Molteberg, E. and Bergstrøm, C. (2000a and 2000b); Our Common Discourse: Diversity and Paradigms in Development Studies; Centre for International and Environmental Studies, Agricultural University of Norway; Noragric Working Papers N° 20 et 21, Septembre. Cf. : <http://www.nlh.no/noragric/publications/workingpapers/default.htm#2002>

Tribe, M. and Sumner, A. (2004); The Nature of Development Studies: An Exploration from the Standpoint of the British-Irish Development Studies Association; contribution à la conférence annuelle 2004 du DSA, Londres. Cf. : <http://www.devstud.org.uk/conference/workshops/3.2-devstud.htm>

Tribe, M. and Sumner, A. (2005); The Nature of Development Studies; version revue de Tribe and Sumner (2004). Cf. : <http://www.devstud.org.uk/conference/workshops/3.2-devstud.htm>

Offres de formation accessibles en ligne devtrain online

<http://www.eadi.org/devtrain>



EADI a lancé un nouveau service en ligne, la base de données de l'EADI pour la formation en développement, *devtrain online*.

devtrain online : un nouvel instrument pour planifier votre carrière

La base de données en ligne sur les études du développement crée le lien entre les étudiants et les instituts offrant toutes sortes de cycles d'études et de cours concernant la recherche sur le développement. La base de données contient des détails sur les objectifs et les thèmes du programme, le lieu et les coûts, ainsi que les coordonnées et les liens vers l'organisation qui y est associée.

devtrain online : un nouvel instrument de promotion des activités de formation

devtrain online propose aux membres de l'EADI de présenter leurs cours à un public international. Grâce à sa présentation plurilingue, les cours sont consultables en anglais ou en français.

devtrain online : une assurance de qualité

devtrain online est un système de banque de données proposant une grande indépendance. Les membres de l'EADI peuvent ajouter ou mettre à jour un cursus ainsi que revoir leur profil institutionnel. En coopération avec le secrétariat de l'EADI, l'exactitude et l'actualité des données enregistrées sont contrôlées.

devtrain online : une annonce dans les publications de l'EADI

Le journal électronique de l'EADI comporte régulièrement des informations sur ses membres. Les ajouts à *devtrain online* seront régulièrement annoncés dans la partie formation du journal électronique et sur le portail internet de l'EADI.

devtrain online : une invitation à la participation

Cette base de données contient les adresses institutionnelles et la plupart des cours que proposent actuellement les membres de l'EADI. Nous vous invitons cordialement à vérifier et actualiser en permanence vos cours dans la base de données.

Thème: Les études du développement

L'impact de la transition vers l'économie de marché sur les études du développement en Pologne

par Mieczyslaw Szostak

L'intérêt des économistes polonais pour certains aspects essentiels, internes et externes, du sous-développement, de la pauvreté et du développement du Tiers monde remonte à la moitié des années 1950. La phase initiale des études du développement dans notre pays couvre la période de 1955 à 1961. O. Lange, dont la réputation d'économiste était alors bien connue au niveau international, représentait la figure de proue parmi les pionniers de ces études. Un autre éminent économiste polonais, M. Kalecki, s'intéressait lui aussi largement aux problèmes économiques et financiers des pays en développement.

Du boom au déclin de "l'Ecole polonaise du développement"

La deuxième phase de la recherche économique dans le domaine des problèmes des pays en développement s'étend de 1962 à 1968. A cette époque, la pensée polonaise sur le développement croissait à un rythme très dynamique et sa renommée internationale se renforçait. Il semblerait - sans risquer de se voir accuser d'auto-exaltation nationale - que l'on puisse admettre que "l'Ecole polonaise du développement" remonte à cette période.

L'événement phare a été la création, en 1962, du Centre de recherche sur les économies sous-développées (CRUE). Le travail de M. Kalecki en inspirait les activités scientifiques. Bien que sa recherche se concentre sur les économies capitalistes avancées et la théorie de croissance sous le système socialiste, il a également apporté une contribution considérable à la pensée mondiale sur le développement. Selon J. Robinson : " L'une des conceptions les plus originales et les plus frappantes de Kalecki est sa notion de 'régimes intermédiaires' " ("Introduction" aux "Essays on Developing Economies" de M.

Kalecki, Hassocks 1976). Les considérations de Kalecki au sujet du financement de la croissance économique, du rôle de l'aide étrangère aux pays en développement, de l'importance des entreprises propriétés de l'Etat et de la planification du développement ou des moyens d'éliminer le chômage dans le Tiers monde ont également fait l'objet de nombreux débats parmi les représentants de divers instituts de recherches économiques.

Dans les années 1960, la majorité des économistes polonais se spécialisaient, en matière d'études du développement, dans la coopération avec les Nations unies et autres organisations internationales ainsi que de nombreux instituts de recherches étrangers. Cette vaste coopération internationale a facilité une rapide propagation mondiale des résultats obtenus au sein de "l'Ecole polonaise du développement".

La troisième phase des études du développement en Pologne concerne les années 1968 à 1975. Suite à ce que l'on a appelé "les événements de mars" en 1968, les autorités communistes ont décidé pour des raisons purement politiques de dissoudre le CRUE. Quelques mois plus tard, M. Kalecki a démissionné de sa chaire et pris sa retraite. De nombreux chercheurs affiliés au Centre sont partis vers d'autres instituts et universités polonaises. Le potentiel scientifique qui s'était regroupé autour de M. Kalecki s'est donc réduit et dispersé, ce qui a causé un affaiblissement considérable de la position internationale de l'Ecole polonaise du développement. Cependant, les études du développement ont continué sous l'égide de l'Institut de recherches pour les pays en développement (RIDC) fondé en avril 1968 au sein de la Warsaw School of Economics dans le cadre de la réorganisation.

Affaiblissement des études polonaises du développement durant la transition vers l'économie de marché

Pendant la quatrième phase de la recherche sur le développement en Pologne, c'est-à-dire durant la période de 1976 à 1990, trois projets de recherche quinquennaux successifs, financés et soutenus par le gouvernement polonais et coordonnés par le RIDC, ont largement contribué à l'intensification des études du Tiers monde dans notre pays. A cette époque, la recherche se concentrait sur les cinq sujets suivants : 1) les dimensions théoriques et aspects pratiques des divers concepts et stratégies concernant le développement du Tiers monde ; 2) les conditions mondiales et extérieures du développement des pays en développement ; 3) les questions et politiques sociales, culturelles, environnementales et de l'espace ; 4) les conditions politiques internes, les idéologies et les politiques étrangères des pays en développement ; 5) les relations économiques, politiques et culturelles entre la Pologne et le Tiers monde.

La transition radicale du système d'une économie planifiée à une économie de marché qui a débuté dans notre pays en juin 1989 a causé un affaiblissement temporaire des études et de l'enseignement du développement en Pologne, y compris des activités du RIDC auprès de la Warsaw School of Economics.

Tout d'abord, en conséquence de la suppression de la planification centralisée et de la réforme du système national de financement de la recherche fondamentale en Pologne, les programmes de recherches quinquennaux dans le domaine de l'économie du développement ont cessé en 1991. Ceci a eu un effet très négatif sur les ressources

financières destinées à la recherche polonaise sur les problèmes économiques et sociaux des pays moins avancés.

Ensuite, pour des raisons financières et politiques, les nouvelles autorités polonaises ont décidé de réduire de façon drastique le nombre de bourses gouvernementales proposées aux étudiants étrangers venus des pays du Tiers monde. Suite à cette décision, le cours avancé en planification économique nationale auprès de la Warsaw School of Economics a été supprimé en 1992 (après 30 années d'activités couronnées de succès).

En troisième lieu, suite au déclin de l'intérêt dans le pays pour les études et l'enseignement sur le développement, de nombreux économistes polonais qui s'étaient auparavant spécialisés dans les études du développement ont été obligés, dans les années 1990, de modifier le profil de leurs recherches, se spécialisant dans le domaine de la transformation, de la libéralisation, de la mondialisation, de l'intégration économique européenne, de la privatisation, des banques et des marchés de capitaux, etc.

Quatrièmement, à la même époque, un grand nombre d'enseignants et de chercheurs ont quitté les universités économiques (en particulier la Warsaw School of Economics), préférant travailler pour des entreprises privées (notamment les entreprises de conseil et les groupes transnationaux agissant en Pologne), pour la nouvelle administration et la diplomatie polonaise, ainsi que dans les organisations internationales.

Cinquièmement, de nombreux économistes polonais qui ont persévéré dans le domaine des études du développement ont axé leurs

recherches sur l'analyse comparative de l'expérience des nouveaux pays industrialisés dans le contexte du processus de transition des économies d'Europe de l'Est.

En ce qui concerne le RIDC, durant la première moitié des années 1990 il a continué dans ses activités concernant les thèmes suivants : les aspects théoriques des économies en développement, l'analyse comparative du rôle de l'Etat dans les pays en développement, développés et post-socialistes dans le contexte de la mondialisation, les dilemmes et défis du développement dans les économies moins avancées et en transition, les conséquences du redéploiement industriel et des révolutions technologiques pour une position modifiée des pays en développement et post-socialistes au sein de l'économie mondiale.

Cependant, suite au changement radical de priorités dans les activités de recherche et de commerce en Pologne durant le processus de transformation, le RIDC a changé de nom en juillet 1996 pour devenir l'Institut des études internationales (IIS). Ce changement reflétait bien la transition de son travail de recherche des études du développement vers l'analyse de la transformation des systèmes dans les économies anciennement planifiées d'Europe centrale et leur intégration dans l'Union européenne.

Durant la deuxième moitié des années 1990 et au début de la décennie actuelle, seuls certains chercheurs de l'IIS se sont penchés sur les problèmes des pays en développement. Simultanément, on observe le rôle croissant de l'Institut des Relations Economiques internationales (intégré à la WSE) dans la recherche polonaise récente sur le développement. A

l'automne 2003, il a organisé une conférence nationale sur les aspects essentiels des relations Nord-Sud. Le personnel de l'Institut a concentré ses études sur l'impact de la mondialisation sur les pays en développement, le rôle de l'investissement étranger direct et des groupes transnationaux dans les pays du Sud, les méthodes et perspectives destinées à vaincre la pauvreté, la dette extérieure et les crises financières, l'importance de la coopération européenne pour le développement et du partenariat économique, ainsi que les opportunités d'intégration économique régionale Sud-Sud.

Quel avenir ?

Durant les années à venir, il me semble que l'intérêt pour les études du développement et le commerce augmentera en Pologne ainsi que dans les autres nouveaux pays membres de l'Union européenne pour au moins deux raisons. La première, c'est que tous ces pays souhaitent élargir leurs relations économiques, financières, technologiques et scientifiques avec les pays en développement. La deuxième, c'est qu'en tant que nouveau membre de l'UE la Pologne et sept autres pays européens post-socialistes doivent immédiatement accroître leur aide publique au développement et leur coopération avec les pays ACP, ce qui aura un effet positif sur les perspectives d'avenir de notre recherche et de notre enseignement sur le développement.

Mr Mieczyslaw Szostak
Institute of International Economic Relations
Warsaw School of Economics
E-mail: maszostak@poczta.onet.pl



Photo: F. Scheidhauer

Thème: Les études du développement

Les études du développement en République tchèque

Tereza Nemeckova*

Les changements qui ont eu lieu à la fin des années 1980 et qui ont eu un impact si fort sur le développement socio-économique de l'Europe centrale ont également influencé la recherche sur le développement et sur les pays en développement. A cette époque, les études du développement ont perdu de leur importance en République tchèque. L'importance de cette recherche a été perçue de nouveau vers la moitié des années 1990, lorsque la République tchèque a rejoint l'OCDE et a ressenti une certaine pression visant à lui faire quitter sa position de receveur d'aide et devenir un bailleur de fonds actif. On enregistre de nouvelles tentatives de raviver les anciennes relations économiques et culturelles très actives qui avaient existé avec les pays en développement, mais elles ont été peu fructueuses jusqu'à présent. A la fin des années 1990, ou plutôt au début du nouveau millénaire, l'intérêt pour les questions liées au développement augmente parmi les étudiants, ce qui se reflète dans l'ouverture de nouveaux programmes d'études auprès de plusieurs universités tchèques. Cet article a pour objectif de résumer ces efforts encore rares et de mettre l'accent sur certaines questions qui semblent s'opposer au développement de cet important domaine de recherches en République tchèque.

La première université présentée dans cet article est l'Université de sciences économiques de Prague (membre collectif de l'EADI). Le département d'économie mondiale au sein de la faculté de relations internationales a lancé voici deux ans un programme d'études de niveau 'matière secondaire' pour les étudiants en master, intitulé études du développement. Il s'agit de la première tentative de ce type en République tchèque, car ce programme propose une approche pluridisciplinaire des questions du développement. Auparavant, jusqu'au début des années 1990, l'économie du développement était enseignée au sein du cycle International Business Studies, puis dans le cadre des sciences économiques comparatives du département d'économie mondiale. Ce programme nouveau et complexe ne couvre pas uniquement

l'économie du développement, mais aussi les études régionales et de genre, les problèmes politiques des pays en développement et la question de l'aide internationale au développement. Plusieurs départements de l'Université de sciences économiques participent à ce programme. Pour les étudiants en bachelor, le département d'économie mondiale prépare des cours choisis qui couvrent l'analyse économique régionale du monde en développement ainsi qu'un cours sur les pays asiatiques en transition. Pour les étudiants en master, il existe un cours sur l'économie du développement (très complet, il s'adresse aux étudiants en relations internationales). Aucun programme n'a encore été introduit pour les doctorants, il existe uniquement un certain nombre de cours sur les questions politiques, économiques, culturelles ou régionales.

L'Université Palacky à Olomouc est une autre institution qui se penche sur les études du développement. Voici trois ans, la faculté des Sciences a préparé un cycle d'études destiné aux étudiants en bachelor, intitulé Etudes internationales du développement. Ce programme se concentre sur les questions géographiques, y compris les aspects du développement concernant l'environnement et l'écologie. Les étudiants reçoivent également des bases d'économie du développement, de sociologie, de relations internationales et de la question de l'aide internationale au développement avec une mention spéciale pour la position de la République tchèque dans ce domaine. L'Université agricole tchèque de Prague, ou plutôt l'Institut des tropiques et des régions subtropicales, prépare des programmes pour étudiants de niveau bachelor, master et doctorat concernant les questions de l'agriculture tropicale et subtropicale, du développement rural durable dans les tropiques et les régions subtropicales et la gestion des animaux sauvages ainsi que leur reproduction dans ces mêmes régions. Outre les connaissances théoriques, les étudiants ont la possibilité de participer à divers projets de développement dans ces

régions en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Il n'y a pas actuellement d'autres cycles d'études en République tchèque concernant les questions de développement.

Comme mentionné ci-dessus, la recherche sur les pays en développement a été fortement réduite à la fin des années 1980 ; la situation n'ayant pas changé dans les années 1990, le principal obstacle à une expansion des études du développement en République tchèque semble être le manque d'experts tchèques en la matière. Le manque d'intérêt de la part du gouvernement ne fait que renforcer la situation actuelle. Les seules institutions de recherche ayant été actives dans ce domaine sont l'Institut pour l'intégration de la République tchèque dans l'économie européenne et mondiale au sein de la faculté de relations internationales à l'Université de sciences économiques de Prague et le Centre du développement de l'Institut des relations internationales de Prague. Les deux instituts ont combiné leurs efforts et coopéré dans le cadre de projets couvrant les besoins des universités, du gouvernement et du secteur public. Malheureusement, le premier des deux instituts a été fermé au début de l'année. Tout le poids de la responsabilité a donc été repris par le département de l'économie mondiale et le département de l'administration publique et du développement régional au sein de l'Université de sciences économiques de Prague, qui participent tous deux au programme d'études du développement. Quelques projets de recherche isolés sont également en cours dans les universités mentionnées ci-dessus ou bien auprès de l'Académie des Sciences tchèque. L'objectif actuel est de créer un Centre pour les études du développement affilié à l'Université de sciences économiques qui rassemblerait tous les scientifiques pluridisciplinaires travaillant sur les études du développement. Nous espérons que l'intérêt croissant des étudiants pour les études du développement nous permettra de réaliser ce rêve.

*Département de l'économie mondiale
Université des sciences économiques de Prague
E-mail: tera@c-mail.cz

EADI Séminaire 21 - 22 avril 2005 à Anvers

Deuxième conférence sur les dernières recherches dans la région des grands lacs

Rapport par An Ansoms

L'Institut de Politique et de Gestion du Développement (de l'université d'Anvers), en coopération avec l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI) et le Conseil interuniversitaire flamand (VLIR) a organisé le deuxième atelier dédié aux dernières recherches sur la région des grands lacs d'Afrique, le 21 et 22 avril 2005, suivi d'un séminaire d'une demi-journée sur le thème du "Conflit et développement régional dans la région des grands lacs d'Afrique", le 22 avril 2005.

Deuxième atelier sur les dernières recherches dans la région des grands lacs

L'atelier a réuni près de 30 étudiants en thèse venus de l'Europe entière qui étudient la région des grands lacs d'Afrique (RGL). L'objectif principal était l'échange d'expériences, d'idées et de voies futures, se concentrant tant sur le cadre théorique que sur les expériences pratiques sur le terrain de leurs recherches. De plus, l'intention de cet atelier était de renforcer la masse de savoir centrale concernant les dernières recherches dans la RGL en stimulant les interactions entre les doctorants débutants, intermédiaires et ceux qui vont bientôt achever leur thèse. Cet événement a créé pour ces étudiants un environnement informel mais très vivant leur permettant de poser des questions et de quérir des suggestions leur permettant de résoudre des problèmes qui se posent dans leur recherche doctorale (grâce au mélange d'étudiants de toutes les années) et de profiter de l'expérience des autres étudiants, tant théorique que pratique.

L'atelier en lui-même était décomposé en trois sessions d'une demi-journée chacune. Durant la première session, tous les participants

ont pu brièvement présenter leur projet de recherches lors d'une table ronde. La deuxième session était consacrée à cinq chercheurs déjà avancés dans leur travail qui ont présenté leurs recherches plus en détail. Ils ont surtout montré comment ils avaient traduit les constructions théoriques en pratique et expliqué comment ils avaient organisé leur travail de terrain dans la région. Les autres participants ont ainsi pu créer le lien entre ces expériences et leur propre travail. Au cours de la longue dernière session, tous les participants ont été divisés en quatre groupes selon leurs principaux sujets de recherche : 'économie et développement', 'interventions, maintien de la paix et justice', 'société civile et reconstruction', 'politique, réseaux et conflit'. Au sein de ces groupes plus restreints, les étudiants ont pu présenter leurs plans ou projets de recherches plus en détail, en particulier les questions méthodologiques, les expériences de terrain et les dilemmes de leur recherche. L'un des principes fondamentaux de l'atelier était de combiner des présentations semi-formelles de la part des étudiants avec un maximum de débat.

Tant les chercheurs plus expérimentés que ceux qui entament à peine leur thèse se sont montrés satisfaits de la formule choisie pour l'atelier. Le point fort de cet événement était justement son caractère informel. Devant un public de 'pairs', les participants se sont sentis libres d'exprimer leurs doutes, les dilemmes de leur recherche et leurs frustrations. Le caractère pluridisciplinaire de l'atelier est l'un de ses autres points forts majeurs. Les thésards se concentrant sur une certaine région d'Afrique sont souvent seuls au sein de leur faculté et apprécient énormément la possibilité de rencontrer dans un cadre informel d'autres personnes connaissant le contexte pour débattre de leurs idées. De plus, il est étonnant de constater combien l'échange peut être fertile entre diverses disciplines se penchant sur le même contexte, surtout en ce qui concerne l'expérience de terrain. En troisième lieu, cet atelier a rassemblé un heureux mélange d'étudiants à divers stades de leurs recherches. Pour les plus avancés, l'atelier présentait une opportunité de recevoir des réactions à leurs résultats ; pour ceux qui ne font que débiter,



Filip Reyntjens, Isa Baud, Henning Melber



Isabelle Milbert

l'événement leur a permis de réfléchir aux questions entourant leurs recherches et de recevoir des conseils très utiles pour leur travail de terrain.

En 2003, un atelier du même type avait été organisé par le Centre of African Studies de l'université d'Edimbourg. A cette occasion, un groupe avait été créé sur le site yahoo pour les étudiants effectuant des recherches sur l'histoire, la politique, la société et l'économie des pays de la RGL - <http://groups.yahoo.com/group/greatlakesresearch>. Depuis, ce groupe de discussion est devenu un outil d'échange important comptant plus de 50 membres. L'atelier d'Anvers a été une nouvelle étape importante vers la mise en place d'un réseau plus vaste de chercheurs travaillant sur les grands lacs. A partir de maintenant, l'initiative se poursuivra de diverses manières. Tout d'abord, un site internet est en cours d'élaboration qui contiendra une banque de données de jeunes chercheurs travaillant sur la RGL avec leur domaine de spécialisation,

leurs coordonnées et un résumé de leur thèse. L'intérêt pour la RGL allant croissant, non seulement au sein de la recherche universitaire mais aussi dans les organisations gouvernementales et les ONGs, ce site serait un forum utile rassemblant toute l'expertise actuellement disponible sur les grands lacs. Le site en est encore au stade de l'ébauche. Avant de pouvoir être lancé, il faudra encore fournir du travail. Deuxièmement, les participants de l'atelier ont discuté de l'idée de rassembler des articles en vue de publier un livre consacré au travail de terrain (cauchemars et joies) des jeunes chercheurs qui ont effectué un travail intensif sur le terrain dans la RGL. Ce livre pourrait couvrir des sujets tels que 'comment gagner la confiance des communautés locales', 'comment diriger une équipe en tant que jeune chercheur dans un environnement étranger', 'comment obtenir les permissions nécessaires à la réalisation de la recherche' et autres histoires tirées d'expériences réelles. Enfin, afin de poursuivre et de développer ce réseau de jeunes chercheurs, le défi le plus important est de poursuivre sur la base de cet atelier en transformant ce genre d'événement en une série de rencontres régulières.

Séminaire sur "Le conflit et le développement régional dans la région des grands lacs"

L'atelier a été suivi d'un séminaire intitulé "Conflit et développement régional dans la région des grands lacs d'Afrique". Ce séminaire était beaucoup plus formel et ouvert au grand public, y compris aux membres de l'EADI. Les



Henning Melber

contributions à ce séminaire allaient d'un regard macro sur le rôle de l'Etat à un portrait méso du point de rencontre entre Etat et société durant la préparation d'une élection, en passant par la présentation d'un projet de développement destiné à changer les conditions de vie, au niveau le plus micro. Au cours de la première session, le professeur Filip Reyntjens de l'Institut de Politique et de Gestion du Développement (université d'Anvers) a présenté sa contribution "Rwanda, dix ans plus tard : du génocide à la dictature", publié dans African Affairs (2004). En tant qu'intervenant de cette session, le professeur Henning Melber du Nordiska afrikainstitutet d'Uppsala (Suède) a replacé ce sujet dans le contexte plus large d'un monde dans lequel les génocides se poursuivent. Une deuxième session se concentrait sur le sujet des "conflits, réconciliation et élections en RD du Congo", présenté par Eric Kennes du Musée royal de l'Afrique centrale de Tervuren (Belgique) et commenté par l'intervenante, la professeure Isabelle Milbert de l'Institut universitaire d'études du développement de Genève (Suisse). Au cours de la session finale, le professeur Lelo Nzuzi de l'Université de Kinshasa (RDC) a présenté un projet de terrain montrant le rôle des fonds sociaux dans la lutte contre la pauvreté à Kinshasa. Le professeur Stefaan Marysse de l'Institut de Politique et de Gestion du Développement (Anvers), a partagé ses pensées concernant les opportunités qu'offre ce projet mais également les défis auxquels il est confronté.



Eric Kennes, Isa Baud, Isabelle Milbert

Appel à contributions

European Journal of Development Research

Dans le cadre d'un programme ayant pour objectif de renforcer la présence de la revue dans le secteur hautement compétitif de la recherche interdisciplinaire sur le développement, la European Journal of Development Research (EJDR), la revue de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement (EADI - www.eadi.org), lance cet appel à contributions pour les prochaines éditions prévues en 2006. Nous souhaitons encourager en particulier les contributions venant des secteurs suivants :

1. Questions de gouvernance
2. Recherche sur la pauvreté
3. Commerce international
4. Développement et aide humanitaire
5. Architecture financière internationale
6. Approches participatives du développement

7. Aide au développement
8. Questions de genre et de responsabilisation
9. Recherches sur les conflits
10. Questions régionales concernant le développement africain, asiatique ou latino-américain

Cette liste de sujets n'est cependant pas exhaustive, nous accueillerons avec plaisir toute autre contribution concernant la recherche sur le développement. Les travaux originaux basés sur l'empirie sont particulièrement encouragés.

Nous vous prions d'envoyer vos contributions, en format électronique, à :

Susanne von Itter
Assistante éditoriale

Email: ejdr@eadi.org

Les règles de rédaction sont disponibles sur le site internet de la revue : <http://www.tandf.co.uk/journals/titles/09578811.asp>.

L'EJDR suit une politique rigoureuse de révision des contributions par des pairs.

Les éditeurs

Andrew Mold, UNECA, Trade and Regional Integration Division (TRID), P.O. Box 3001, Addis Ababa, Ethiopie, courriel : amold@uneca.org

Claire Mainguy, Groupement pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV), 9 rue Malher, 75181 Paris cedex 04, France, courriel : claire.mainguy@urs.u-strasbg.fr

Kees Biekart, Institute for Social Studies, P.O.Box 29776, 2502 LT La Haye, Pays-Bas, courriel : biekart@iss.nl

EJDR Special Issue: Chronic Poverty and Social Protection

EJDR Volume 17 Number 1/March 2005

Editors: Armando Barrientos, David Hulme

This issue, available on the Taylor & Francis web site at <http://journalsonline.tandf.co.uk> contains:

Chronic Poverty and Social Protection: Introduction
Armando Barrientos, David Hulme

Can Social Protection Tackle Chronic Poverty?
Armando Barrientos, David Hulme, Andrew Shepherd

Consumption Insurance and Vulnerability to Poverty: A Synthesis of the Evidence from Bangladesh, Ethiopia, Mali, Mexico and Russia
Emmanuel Skoufias, Agnes R. Quisumbing

Risk Attitudes and the 'Vicious Circle of Poverty'
Paul Mosley, Arjan Verschoor

The Informational Basis of Poverty Measurement: Using the Capability Approach to Improve the CAS Proxy Tool
Claudio Santibáñez

A Social Safety Net for the Chronically Poor? Zimbabwe's Public Assistance Programme in the 1990s
Lauchlan T. Munro

The Prevention of Debt Bondage with Microfinance-led Services
Patrick Daru, Craig Churchill, Erik Beemsterboer

Assessing the Impact of Indonesian Social Safety Net Programmes on Household Welfare and Poverty Dynamics
Sudarno Sumarto, Asep Suryahadi, Wenefrida Widyanti

Appel aux manuscrits de jeunes auteurs

Les 'EADI Book Series' sont maintenant publiées chez Routledge, une grande maison d'édition internationale qui possède un réseau mondial. Cet appel à contribution est fait pour encourager nos membres à soumettre des manuscrits de recherche récents, particulièrement ceux de thésards, pour être publiés à Routledge.

Les critères suivants s'appliquent à tous les manuscrits : ils doivent être en anglais, ne doivent pas avoir plus de 100.000 mots, et ils doivent traiter de questions relatives aux études internationales du développement. Pour les manuscrits de jeunes chercheurs en doctorat, les critères suivants s'appliquent : ils doivent avoir défendu leur thèse avec succès, et ils

doivent avoir eu une évaluation de niveau excellent. Après soumission, les manuscrits seront évalués et analysés par le responsable du Comité de gestion du savoir et des publications et par quelqu'un de l'EADI expert dans le domaine concerné.

Veillez envoyer vos manuscrits à :

Dr I.S.A. Baud
Professor of International Development Studies
Nieuwe Prinsengracht 130
1018 VZ Amsterdam, Pays-Bas
E-mail: i.s.a.baud@uva.nl

Services d'information de l'EADI

Notre site Web

Il y a peu, l'EADI a procédé à un 'relaunch' du site Web. Il est une source d'information très importante sur les thèmes liés à la recherche sur la coopération au développement et sur la formation. Une section de nouvelles et un guide thématique vous aident à trouver vite de sans problèmes l'information que vous recherchez. Vous y trouverez des nouvelles régulièrement actualisées sur les événements dans et en dehors du réseau, venant de membres et de partenaires, et de nos groupes de travail.

Particularités

- une section appelée 'L'EADI par thème' qui vous permet d'aboutir directement sur les pages liées à des thèmes,
- les nouvelles de nos membres et partenaires apparaissent en exergue à droite de la barre de navigation,
- un petit moteur de recherche vous permet de trouver les sites Web de nos membres.

Nouvelles de l'EADI

Le magazine Nouvelles de l'EADI est publié en anglais et en français. Il contient généralement un dossier spécial, des nouvelles sur l'organisation elle-même, (réunions, séminaires, rapports sur les activités des Groupes de travail et ses organismes associés situés en Europe et au-delà). Il paraît deux fois par an.

Vos contributions sous forme d'articles sont bienvenues.

Version électronique des Nouvelles de l'EADI

La version électronique est un service d'information efficace et souvent visité, produit à la fois pour nos membres et aussi pour le grand public pour rester informé en permanence sur la communauté de recherche. Il touche actuellement plus de 1200 abonnés. Il offre des nouvelles de nos membres et des partenaires, des Groupes de travail, de cours de formation et des publications et conférences. Il est produit en anglais et en français. Vous pouvez vous abonner sur www.eadi.org.

EL@ND - Le réseau européen des bibliothèques sur le développement

EL@ND, la bibliothèque virtuelle sur les questions du développement, est un service de bibliothèque multilingue spécialisé sur les questions du développement. Les usagers y ont accès à travers le site Web de l'EADI, et ils peuvent rechercher des titres ou des auteurs avec le thésaurus multilingue pour obtenir de l'information sur des institutions et des projets. Il rassemble actuellement les bases de données de CDR, CIDOB, INWENT, ECPDM, IDS, IUED, OEFSE, Regards, IDS Dublin et CMI. EL@ND veut étendre son réseau à plus de partenaires dans le monde.

Contact Database 'OneSiteEurope'

Aujourd'hui, un des instruments de gestion les plus importants dans les organisations en réseau est un système de filière d'information sur les contacts (personnes et institutions). L'EADI est membre de OneSiteEurope, un système commun de base de données, auquel participent la CIDSE à Bruxelles, EUFORIC et ECDPM à Maastricht, IICD à La Haye et INASP à Londres. En se centrant surtout sur les domaines d'intérêt, la compétence thématique et les autres informations qui sont essentielles pour améliorer le réseau, la base de données est un instrument important pour faciliter les contacts. Les annuaires importants d'institutions membres de l'EADI sont disponibles sur le site Web de l'EADI. Un autre résultat de la base de données commune est l'Annuaire des organisations actives dans le domaine du développement, disponible lui aussi sur notre site Web. Pour les organisations, il y a des outils de recherche en ligne.

EJDR en ligne

Le European Journal of Development Research (EJDR) est accessible en ligne sur www.ingenta.org

Abonnez-vous à SARA - Scholarly Article Research Alerting Service à <http://www.tandf.co.uk/sara/>